

L'Europe, pour la croissance

René Lasserre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3933>

DOI : 10.4000/rea.3933

ISBN : 978-2-8218-0826-3

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2004

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « L'Europe, pour la croissance », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 65 | mars 2004, mis en ligne le 29 octobre 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3933> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.3933>

L'Europe, pour la croissance

L'économie allemande est repartie. La reprise, tirée par la conjoncture mondiale, est maintenant bien engagée et sera bientôt relayée par un regain d'activité en Europe. Une fois de plus, ce sont les exportations qui permettent à l'Allemagne de rebondir. Malgré la parité de l'euro, mais forte d'une compétitivité préservée, l'industrie allemande a rapidement embrayé sur la reprise américaine et pourra tirer parti de la dynamique des marchés en forte croissance sur lesquels elle a patiemment consolidé ses positions.

Seule incertitude au tableau : une dynamique interne qui reste encore hésitante. En dépit d'un coup de pouce fiscal acquis de haute lutte, la consommation intérieure ne connaîtra qu'une très légère embellie et le chômage ne reculera pas sensiblement. La modération salariale et une inflation contenue joueront dans le même sens. Elles viendront cependant conforter un climat nouveau dans lequel les acteurs économiques ont enfin retrouvé confiance dans la capacité du pays à s'engager sur la voie de la réforme.

Ce changement est à porter au crédit du Chancelier Schröder qui, mettant ses projets de réforme à l'ordre du jour de l'agenda politique, a réussi à sortir le pays de l'immobilisme.

Les chantiers de rénovation sont ouverts, même s'il apparaît, quand on les passe en revue comme nous le faisons dans ce numéro, que la réflexion est encore peu avancée. La réforme du marché du travail a été engagée mais ses résultats sont plus que mitigés, celles de la santé et des retraites privilégient le rétablissement de l'équilibre financier à court terme mais laissent encore ouverte la refonte du système de financement. De même, la réforme fiscale, en poursuivant la baisse des impôts, n'est-elle que le prélude à une réforme en profondeur du système d'imposition.

Du fait de l'importance des intérêts en jeu et des sacrifices à consentir, ces réformes prendront certainement du temps. Sans doute plus de temps encore que celles qui touchent à la réorganisation des services d'intérêt général, comme le montrent l'exemple du secteur de l'énergie et celui du marché postal, où la logique économique ne parvient que progressivement à faire prévaloir un système de régulation équilibré.

En Allemagne, comme en France, les contraintes internes n'en font que plus clairement apparaître l'importance et la nécessité d'une action européenne résolue qui, en élargissant le cadre de l'action publique, ouvre de nouvelles marges de manœuvre économiques et politiques. Nos deux pays seraient sans doute en meilleure posture économique et sociale s'ils s'étaient montrés capables d'assumer ensemble leurs responsabilités européennes, et si après avoir donné à l'Europe une monnaie, ils avaient su promouvoir un pilotage communautaire efficace et une gouvernance économique effective. L'Europe-puissance ne se décrète pas, tandis que l'Europe-espace est à construire, qui seule peut garantir à nos économies de retrouver confiance, compétitivité et croissance. Alors que la reprise s'amorce, il n'est pas trop tard pour bien faire.

René Lasserre

20/02/2004